

# **Incertitudes et vulnérabilités des jeunes diplômés « chômeurs » au Maghreb**

**Ahmed Rouadjia**

Professeur d'histoire et de sociologie politique, Université de Msila (Algérie). Auteur de plusieurs ouvrages d'histoire et de sociologie politique, dont : *Les frères et la mosquée. Une enquête sur le mouvement islamiste en Algérie*, Paris, Karthala, 1990 ; *Grandeur et décadence de l'État algérien*, Paris, Karthala 1994 ; *Les enfants illégitimes de la République*, Paris, Maisonneuve&Larose, 2004.

## **Résumé**

Les diplômés maghrébins s'avèrent être à l'examen des faits victimes d'un système éducatif national défaillant qui en a fait des chômeurs et des exclus. La démocratisation de l'enseignement dans les trois pays concernés par l'étude (Algérie, Maroc, Tunisie) a eu pour effet de mettre l'accent sur la quantité (le nombre d'élèves inscrits dans les divers paliers de l'enseignement, le nombre de chaises et de tables...) au détriment de la qualité (une formation solide fondée sur l'esprit critique, l'imagination féconde et la recherche du sens...).

**Mots clés** : diplômés, chômeurs, Maghreb, inadéquation, formation, protestation

Dans les trois pays du Maghreb envisagés par notre enquête (Algérie, Tunisie, Maroc), les diplômés sortant des universités, des grandes écoles et du système de formation professionnelle qui paraissent voués au chômage et à la précarité deviennent légion et lancent, de ce fait, de grands défis aux pouvoirs publics locaux qui s'efforcent, chacun à sa manière, de mettre en place des dispositifs qui permettent d'intégrer ces diplômés dans le processus de développement social et économique local. En dépit des tentatives et des volontés officiellement maintes fois affichées ici et là pour redonner espoir à ces milliers de diplômés qui se sentent floués et diminués, le découragement et le désespoir ne cessent de les gagner au point que les tentatives

de suicide notamment par immolation ne cessent de se multiplier dans les trois pays concernés<sup>1</sup>

### **Les suicides et tentatives d'immolation comme signe de désespoir**

Le chômage des jeunes en général, et celui qui affecte les diplômés en particulier, constitue une source de préoccupation permanente des gouvernements locaux qui ont essayé – et qui essaient encore – de mettre en place des dispositifs divers d'insertion des jeunes chômeurs qui, partout, manifestent leur mécontentement qui par des *sit-in*, qui par des manifestations de rues avec slogans et banderoles déployées et qui par des suicides – ou des tentatives de suicide – s'efforcent d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur mal-vivre.

Les médias des trois pays font régulièrement état des gestes de désespoir de ces jeunes diplômés qui ne comprennent pas les raisons de leur exclusion, alors qu'ils ont été théoriquement formés non pas pour chômer ou pour rejoindre les rangs de « l'armée industrielle de réserve », mais pour mettre leurs compétences en action à des fins utiles pour eux-mêmes et pour le pays auquel ils s'identifient en qualité non pas de citoyens exclus ou « passifs », mais comme citoyens activement intégrés au processus du développement local et national.

Les tentatives de suicide et l'acte suicidaire consommé s'interprètent comme un appel de détresse en même temps qu'un avertissement contre l'indifférence et le mépris général dans lesquels on réduit le « diplômé » chômeur. En se sentant socialement inutile ou superflu, ce « diplômé chômeur » en vient à considérer que la mort est préférable au « chômage » forcé qui le confine à la marginalité et l'expose aux humiliations et au regard « méprisant » d'autrui. En interviewant des jeunes sortis

---

<sup>1</sup> Lire le professeur Djamel Guerid, « L'anthropologue Annamaria Rivera. Le temps des torches humaines » in *El Watan*, 8 décembre 2012, et *Reporters*, n°16, 20 novembre 2012. Il s'agit d'un article qui lui a été inspiré par l'ouvrage de cette anthropologue, intitulé *Le feu de la révolte. Torches humaines du Maghreb à l'Europe*, paru aux éditions Dedalo, Bari. Dans cet article, le professeur Guerid ne s'est pas contenté d'en faire un simple compte rendu, mais il s'est employé surtout à approfondir sa réflexion sur le phénomène du suicide. L'immolation du jeune tunisien Mohamed Bouazizi, en décembre 2010, suite à la confiscation de ses marchandises par la police, lui a servi de point de départ à une analyse sociologique destinée à mettre au jour le désespoir des milliers de laissés-pour-compte dans un Maghreb en proie à une crise multiforme...

diplômés des diverses universités algériennes, en l'occurrence, il ressort immédiatement que ce sont ces sentiments de *hogra* et de mépris dont ils seraient l'objet qui se dégagent de leurs propos.

En fait de tentatives suicidaires et d'actes d'immolation au Maghreb, il faut bien se garder d'exagérer ces manifestations et de les reporter toutes aux seuls jeunes chômeurs ou diplômés. Ces actes, quand ils existent, affectent en vérité toutes les catégories sociales, et on sait depuis Durkheim et Mauss, que le suicide est un phénomène très ancien, qui appartient à toutes les cultures, et dont les causes sont multiples : sociale, économique, religieuse, etc. Les notions d'anomie et de déréliction expliqueraient, selon Durkheim, les causes qui motivent les ruptures sociales et certaines formes de suicide... À la suite de l'anthropologue Annamaria Rivera et comme en écho à son ouvrage, le professeur Guerid (2012) fait observer que, durant les deux dernières années, il s'est signalé :

« [...] dans notre région et ailleurs dans le monde, une recrudescence remarquable et alarmante des suicides par le feu. À ce phénomène, le geste de Mohamed Bouazizi a donné une visibilité dramatique qui a frappé les esprits. Il n'est pas le premier et nous savons qu'il a été suivi par beaucoup d'autres dans un Maghreb en crise mais aussi dans une Europe profondément précarisée et meurtrie et dont "l'homme rendu malade", la Grèce, a connu, ces deux dernières années, 1 725 cas de suicides. »

Plusieurs dizaines de cas de suicide ont effectivement été enregistrés au Maghreb après la fin tragique de Mohamed Bouazizi, mais peut-on avancer pour autant qu'ils représentent une réalité massive au point de s'en alarmer ? Rien n'est moins sûr. Ce qui est sûr en revanche, c'est que les cas dénombrés des « suicidés » soit par immolation , soit par pendaison ou absorption de psychotropes, augmentent sensiblement d'année en en année. Le chômage des diplômés n'est pas l'unique cause des suicides observés ; le sentiment d'échec chez d'autres jeunes en est une des causes. Ainsi les recalés au Baccalauréat, notamment en Algérie, comptent-ils bon nombre de candidats au suicide par défenestration. Les ponts suspendus de Constantine, par exemple, en sont, entre autre, le lieu « idéal ».

Le sentiment réel ou supposé que l'on a d'être victime de la *hogra*, ou d'être mal « compris » ou mal « considéré » par la société ou par son entourage immédiat, conduit en effet certains individus fragiles à « broyer du noir » et à envisager, enfin, le

suicide comme l'ultime solution qui mettrait fin aux souffrances insupportables qu'ils endurent. Les cas de ceux qui se sont suicidés au Maghreb durant ces deux dernières années et que le professeur Djamel Guerid égrène dans son article ressortent en effet de ces cas de figure. L'analyse des gestes des individus dont les noms suivent montre qu'ils ont tous mis fin à leur vie pour des motifs d'extrême précarité économique doublée du sentiment d'être victimes d'un « ordre injuste ». Qu'il suffise en effet de restituer rétrospectivement les circonstances dans lesquelles ces personnes se sont données la mort pour se rendre compte des raisons exactes qui les ont poussées à cette extrémité. Outre Mohamed Bouazizi qui a constitué le déclencheur de la révolution tunisienne, suivie de la fuite éperdue de Ben Ali, il y a d'autres jeunes maghrébins qui allaient bientôt imiter son geste, comme si le suicide par le feu était pour eux la meilleure réponse aux graves problèmes dans lesquels ils se trouvaient. Ainsi en est-il de Noureddine Adnane. N'ayant pas pu supporter les vexations et les humiliations que lui infligeait la police municipale de la ville de Palerme en raison de son activité de marchand ambulant, cet émigré marocain de 27 ans qui était pourtant en règle vis-à-vis de la loi, s'est immolé en date du 10 février 2011 avant de mourir le 19 février après 9 jours de souffrances. Cette figure du « héros mythique » qui se tue par le feu :

« [...] est représentée aussi par Hicham Gacem, 22 ans, vendeur ambulant à Oued Tolba, quartier populaire de Tiaret. Le 26 janvier 2012, il s'immole et mourra trois jours plus tard. Ce jeune avait eu une vive altercation avec un agent de police qui l'avait défié : "Mets-toi le feu si tu es un homme"<sup>2</sup>.

Il existe cependant d'autres figures de « gens moins jeunes, plus instruits, des femmes seules avec des enfants, des mères de harraga<sup>3</sup> disparus, des hommes d'âge avancé » (Guerid, 2012)

---

<sup>2</sup> Guerid, « Le temps des torches humaines » in *Reporters*, n°16, 20 novembre 2012 ; *El Watan*, 8 décembre 2012.

<sup>3</sup> Les harragas signifient ceux qui « brûlent », autrement dit ceux qui s'embarquent clandestinement dans des radeaux de fortune depuis les ports du littoral maghrébin pour gagner l'Europe du sud en vue de s'y établir définitivement. Ces harragas sont des jeunes désœuvrés, âgés généralement de 20 à 30 et qui, au péril de leur vie, se jettent dans ce type d'aventure à très haut risque... Pour ce qui concerne l'Algérie, le nombre de harragas noyés au large ou repêchés sur les rivages des pays riverains ne cesse d'augmenter. Les Mille deux cents kilomètres de côtes que compte l'Algérie constituent en effet une incitation forte à la migration clandestine. Le nombre des harragas tout comme celui des naufragés, augmente d'année en année, et les gardes-côtes algériennes et tunisiennes ne chôment pas et multiplient interception, sauvetage et arrestation des harragas conduits aussitôt vers des centres de détentions ultrasecret, notamment en Tunisie, pour laquelle l'acte harraga est traité à l'égal de l'acte terroriste. Le nombre de ces harragas sauvés du naufrage par les gardes-côtes est en augmentation constante : en 2005, 335 interpellés ; 2006, 1 016 ; en 2007, 1 568.

Au Maghreb, ceux qui accomplissent ces actes désespérés ne sont donc pas seulement des pauvres, des marginaux, des illettrés. Par exemple, à Ouargla, le 14 novembre 2011, Abdallah Kebaïli, diplômé en droit, mais sans emploi, s'immole en signe de protestation et mourra une semaine plus tard. Par exemple, le 20 mai 2011, à Biskra, une mère de six enfants vivant dans des conditions sociales désespérées s'asperge d'essence après en avoir versé sur ses enfants. Par exemple, le 10 octobre 2010, à Aïn Kermès, dans la wilaya de Tiaret, une veuve, mère de trois enfants, écartée de la liste des bénéficiaires du logement social, s'asperge d'essence et tente de s'immoler dans le siège de l'APC.

Un imam, celui de la mosquée El-Makassem de Hennaya (Tlemcen), fait même partie des candidats au suicide par le feu. *On* rapporte qu'il a tenté de s'immoler alors qu'agents municipaux et gendarmes démolissaient sa maison considérée comme construction illégale, alors que lui affirmait être en possession de l'acte de propriété.<sup>4</sup> »

Et citant Annamaria Rivera, Guerid rappelle que celle-ci n'a pas manqué d'établir un parallèle entre les actes volontaires d'immolation et les actes des harraga qui, lorsqu'ils sont acculés, s'empressent de brûler leurs radeaux de fortune avant de s'immoler. Ce geste, écrit Rivera (2012), se révèle être : « une autre manière, symétrique à l'auto-immolation, de "brûler" un présent intolérable et fermé sur le futur ». Et pour mieux illustrer ce rapprochement :

« Elle fait même part d'un cas concret où auto-immolation et harraga sont confondues. Dans la nuit du 16 au 17 janvier 2011, une vedette de la Marine algérienne intercepte deux embarcations de fortune qui faisaient route vers les côtes espagnoles et elle leur intime l'ordre d'arrêter les moteurs. Pour toute réponse, une vingtaine de jeunes mettent le feu dans une barque avec l'idée de se brûler vifs. Finalement, les militaires

---

Dans son rapport rendu public en 2009, le président de la LADDH Me Hocine Zahouane, ligue qu'il ne faut pas confondre avec la très officielle Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), que dirige Farouk Ksentini, avait fait état de 36 000 jeunes harragas ayant quitté le pays et environ 4 000 autres croupissant à cette date dans les prisons espagnoles, sans parler des 600 corps de jeunes conservés dans les morgues d'Almeria (Espagne). Et le Dr Kamel Daoud, président de la section d'Annaba de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme rappelle que « de part et d'autre de la mer, les autorités ont pris des décisions drastiques et répressives qui font que, à ma connaissance, Lampedusa est en voie de fermeture faute de nouvelles arrivées ». (D'après *El Watan*, 28 décembre 2008)

<sup>4</sup> *Ennahar online* du 2 juillet 2011

arrivent à en sauver 18, mais deux disparaissent entre les flammes et les vagues. » (Guerid, 2012).

Citant les chiffres fournis par Annamaria Rivera, Guerid nous signale qu'en Tunisie, durant le premier semestre de l'année 2011, il y avait « pas moins de 107 personnes [qui] se sont faites torches vivantes. » Et qu'en Algérie et pour « la seule semaine du mois de janvier 2011, 25 personnes se sont immolées », alors qu'au Tibet 26 personnes (« seulement ») se sont immolées en l'espace d'une année (février 2011 – février 2012). Dans ce dernier pays, ce furent les moines bouddhistes qui s'immolèrent en signe de protestation contre la politique chinoise d'« endiguement » de leur pays. Ici, les motifs de ces suicides sont d'ordre à la fois politique et religieux, là ils ressortent aux causes économiques et au phénomène de frustration qui se double d'un gros déficit en matière de justice et de distribution équitable des ressources locales entre les différentes catégories de la population.

Ce qu'il faut noter tout de suite, c'est que le suicide par le feu n'affecte pas uniquement les diplômés, mais touche aussi les jeunes issus des couches populaires dépourvues d'instruction ou de capital « intellectuel ». Rivera que cite Guerid pense qu'il n'existe point de profil social déterminé de celui qui se tue par le feu ou qui tente de le faire ; cependant il est permis, ajoute-t-elle, de parler d'une *"nette prévalence de personnes en situation de pauvreté, de chômage, de marginalité, de frustration sociale."* Pour le cas précis de la Tunisie, et uniquement pour les premiers mois de 2011 qu'elle a étudiés, Rivera indique que ceux qui ont mis fin à leur vie en s'immolant sont « des hommes jeunes, célibataires, d'une instruction limitée, résidant dans les zones rurales pauvres, chômeurs et avec de maigres perspectives de trouver du travail. » ( Rivera, cité par Guerid, 2012).

Mais à dire vrai, les candidats au suicide par le feu, viennent de toutes les couches sociales affectées durement par l'oisiveté forcée, la marginalisation et les frustrations. Le fait nouveau est surtout l'augmentation de cas de diplômés de l'université qui préfèrent se jeter dans le bûcher et s'y consumer lentement plutôt que de se vouer à un désœuvrement forcé. Ainsi, en décembre 2007, Rabat, la capitale de la monarchie marocaine a-t-elle été :

« [...] le théâtre [...] d'une scène horrible : quatre diplômés de l'enseignement supérieur au chômage ont tenté de s'immoler devant l'immeuble qui abrite les services du ministère de la Santé. En choisissant de se suicider publiquement et de

manière aussi violente, ils voulaient interpeller fortement l'ensemble de la société marocaine sur leur sort. Cette manière d'exprimer leur ras-le-bol en dit long sur le degré de désespoir de ces jeunes du royaume chérifien. Ailleurs, sur le continent, ils n'en sont pas encore arrivés à l'utilisation de méthodes aussi radicales ; mais partout, c'est la même frustration. Comme ceux du Maroc, ils estiment, dans l'écrasante majorité des pays africains, que leur vie ne vaut pas grand-chose. Une conviction bâtie au fil des années de chômage et qui ne cesse de se raffermir<sup>5</sup> ».

Rappelons que le mouvement des jeunes diplômés chômeurs protestataires est apparu très tôt au Maroc et remonte à une dizaine d'années. Il n'avait cessé d'organiser des manifestations de rue, des rassemblements et autres *sit-in* devant le Parlement pour attirer l'attention du gouvernement et de l'opinion publique sur le sort réservé aux diplômés. Parfois, ces manifestations tournaient au drame, aux tentatives d'immolation et au suicide. Le 6 décembre 2011, des jeunes diplômés chômeurs manifestent bruyamment leur colère à Rabat, et le 5 janvier 2012, le mouvement des diplômés chômeurs occupe la terrasse d'un bâtiment du ministère de l'Éducation. Le 18 janvier, la situation tourne au tragique à la suite d'une intervention policière qui voulait disperser les manifestants : en réaction, quatre personnes se sont alors immolées, dont l'une d'elle en est morte le 24 janvier<sup>6</sup>.

Sorti vainqueur du scrutin du 25 novembre 2011, le nouveau gouvernement dirigé par Abdelilah Benkirane, d'obédience islamiste, avait eu immédiatement affaire à une forte contestation des jeunes diplômés qui exigeaient une reconnaissance immédiate de leur revendication. Déjà en juillet 2011, le gouvernement avait promis à ces jeunes qu'ils seraient recrutés dans la Fonction publique à partir de juillet 2012, promesse qui n'avait pas été tenue. En revanche, celle qui leur avait été annoncée par l'ancien Premier ministre, Abas El-Fassi, promesse selon laquelle 1 880 diplômés seraient intégrés dans l'administration sans passer de concours, avait été presque totalement respectée, puisque 1 265 diplômés sur le total annoncé avaient été recrutés de la sorte. Au lendemain de l'immolation des quatre diplômés chômeurs, le 18 janvier, à Rabat, le gouvernement avait présenté devant le Parlement un programme d'action pour les

---

<sup>5</sup> « Enseignement supérieur public : Les diplômés de plus en plus marginalisés en Afrique », [L'Afrique nouvelle génération](http://www.newafrika.org/spip.php?article159), <http://www.newafrika.org/spip.php?article159>

<sup>6</sup> La victime était âgée de 27 ans et se prénomait Abdelwahab Zeidoun ; il est décédé à l'hôpital Ibn Rochd de Casablanca, « des suites de ses blessures » (*Jeune Afrique* du 24/01/2012).

cinq années à venir, avec en toile de fond une priorité aux revendications des diplômés. Ce programme prévoyait un taux de croissance de 5,5 %, avec un taux de chômage ramené à 8 %, et le tout assorti d'une maîtrise du déficit budgétaire. Officiellement, le taux de chômage au Maroc était de 9,1 %, selon le Haut commissariat marocain au plan (HCP), qui précisait<sup>7</sup> que pour le troisième trimestre 2011, le taux des demandeurs d'emploi qui s'étaient « retrouvés en situation de chômage à la suite de l'obtention d'un diplôme » était de 24,5 %.

**Le chômage des jeunes et des jeunes diplômés exprimé en chiffres** Dans les trois pays maghrébins envisagés par notre enquête, le « chômage » en général, et celui des jeunes diplômés en particulier, est un phénomène structurel qui tient à une foule de causes dont nous essaierons dans le cours de l'analyse q de souligner les causes essentielles. Commençons d'abord par l'Algérie.

## Algérie

En Algérie, le nombre de personnes privées d'emploi en 2010, s'élevait à 1 076 000, soit un taux de chômage de 10 %, estimation faite au 4<sup>e</sup> trimestre 2010 par l'Office national des statistiques<sup>8</sup> (ONS). Dans cette enquête, il est dit qu'il existe « des disparités assez significatives selon l'âge, le sexe et le niveau d'instruction ». Le chômage touche plus particulièrement les jeunes, aussi bien les non diplômés que les diplômés de l'enseignement supérieur. 25 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans ne sont ni scolarisés ni intégrés dans le marché de travail. Quant aux jeunes de moins de 30 ans, ils représentaient 72 % des demandeurs d'emploi (voir tableau 1).

**Tableau 1: population au chômage par groupe d'âge (2003-2006-ONS)**

2003	%	2006	%

<sup>7</sup> Lire " MAROC • Les jeunes diplômés au chômage se font entendre Maghreb" in *Maghreb Emergent*, 25 janvier 2012

<sup>8</sup> Enquête intitulée "activité, emploi et chômage au 4e trimestre 2010"



de 30 ans	1.505.297	72,4	869.879	70,1
+ de 30 ans	572.973	27,6	370.962	29,9
Total	2.078.270	100	1.240.841	100

Source : ONS Données sur l'emploi et le chômage en Algérie, 2010

Cette étude montre également que le « chômage touche davantage les universitaires et plus particulièrement les diplômés que ceux n'ayant pas de diplômes », lesquels ont un taux de chômage estimé à 7,3 % contre 21,4 % pour les diplômés de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, le chômage affecte plus les femmes (33,6 %) que les hommes qui ne représentent alors que 11,1%. Cette situation est d'ailleurs confirmée par de nombreuses sources recoupées qui indiquent, pour le cas algérien, que des centaines de diplômés du supérieur se retrouvent chaque année sans emploi pour des raisons diverses dont l'une des principales réside dans l'inadéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail, mais aussi en raison d'un système éducatif obsolète ou inadapté au contexte de l'économie de marché.

Cette inadéquation s'observe lors des entretiens d'embauche à l'issue desquels les chefs d'entreprises, notamment privées, découvrent non sans déception que ces jeunes diplômés sont bien loin de réunir les qualités requises, à savoir les compétences nécessaires qui permettent à l'entreprise d'en tirer les profits attendus. Il semble que la formation qu'ils ont acquise à l'université ou dans les grandes écoles n'est pas seulement trop théorique au sens désincarné, mais complètement en porte-à-faux avec les attentes des entreprises, attentes exprimées en termes de savoirs, savoir-faire et de compétences immédiatement opérationnelles. Qui plus est, ces jeunes diplômés révèlent, lors des auditions et des épreuves écrites, de graves lacunes tant au niveau de l'expression orale qu'au niveau de l'écrit et commettent dans les deux langues, arabe et français, des fautes d'ordre à la fois syntaxique et orthographique.

« Des demandes d'emploi reçues par des entreprises publiques et privées sont pleines de fautes d'orthographe [...] Les entreprises sont très exigeantes envers les universitaires [...] La majorité communique très mal, que ce soit en arabe ou en français. Ce sont là quelques propos de chefs d'entreprise qui estiment que la majorité des jeunes diplômés ne savent même pas écrire une lettre de demande d'emploi. De

leur côté, les étudiants sont, eux aussi, peu satisfaits de la qualité de leurs études. Ils montrent souvent du doigt leur cursus universitaire comme premier responsable de leurs déboires dans la recherche d'un travail. Leur formation est beaucoup plus théorique que pratique. Certes, ils ont acquis des connaissances mais ils ne sont pas opérationnels. C'est pour cette raison qu'ils sont de bons candidats au chômage<sup>9</sup> ».

Outre, les déficits de formation constatés chez ces diplômés « théoriques » lors des entretiens d'embauche, il y a ce défaut d'expérience relevé chez eux et qui semble jouer en leur défaveur. En effet, les employeurs, en Algérie, subordonnent de plus en plus le recrutement des diplômés à l'expérience dont le défaut pourrait leur fermer les portes des entreprises. Autrement dit,

« L'expérience professionnelle constitue aujourd'hui un référent important des recruteurs en Algérie » dans la mesure où « seulement 1 % des offres d'emploi en 2012 concernent les jeunes diplômés contre 60 % pour les profils ayant entre 3 à 5 ans d'expérience<sup>10</sup> ».

**Tableau 2 : Taux de chômage selon le niveau d'instruction, le diplôme obtenu et le sexe ( en %)**

	Masculin	féminin	total
Sans instruction	1.7	2.7	1.9
Primaire	7.5	8.0	7.6
Moyen	10.5	12.8	10.7
Secondaire	7.0	17.2	8.9
Supérieur	10.4	33.3	20.3
<b>Diplôme obtenu</b>			
Aucun diplôme	7.2	7.7	7.3
Diplômé de la formation professionnelle	10.5	20.2	12.5
Diplômé de l'enseignement supérieur	11.1	33.6	21.4

<sup>9</sup> Source: <http://www.tamanrasset.net/article.item.2854/la-majorite-des-diplomes-en-algerie-sont-chomeurs.html>

<sup>10</sup> « Recrutement en Algérie : des critères discriminatoires vis-à-vis des jeunes diplômés », *El Watan* du 18 février 2013.

Total	<b>8.1</b>	<b>19.1</b>	<b>10.0</b>
-------	------------	-------------	-------------

Source : ONS, Emploi&chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2010

Les « bons candidats au chômage » proviennent , en l'occurrence, plus des sciences humaines et sociales que des sciences dites « exactes » comme l'illustre le tableau 3, qui montre par ailleurs que les femmes diplômées sont bien plus touchées, dans toutes les spécialités, par le chômage que les hommes.

**Tableau 3 : Taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur selon le sexe et la spécialité (en %)**

	<b>Masculin</b>	<b>Féminin</b>	total
Lettres et arts	14.7	34.4	27.3
Sciences sociales, commerce et droit	14.0	43.7	28.7
Sciences, y.c. sciences de la vie, sciences physiques, mathématiques, statistiques et informatique	9.8	28.6	18.1
Ingénierie, industrie de transformation et production (y.c architecture et Bâtiment)	9.4	39.7	14.8
Santé et protection sociale	1.6	5.9	3.8
Autres	11.4	17.3	13.4
Total diplômés de l'enseignement supérieur	11.1	33.6	21.4

Source : ONS, Emploi&chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2010.

## Maroc

Le Maroc est confronté à des défis quasi similaires à ceux que connaît l'Algérie : les diplômés de l'enseignement supérieur peinent à s'insérer dans l'appareil productif local, de sorte qu'ils représentent un taux de chômage assez élevé par rapport à la population globale. En effet, toutes les données statistiques et les témoignages que nous avons croisés indiquent que le chômage des jeunes diplômés en milieu urbain constitue un problème structurel du Royaume. En dépit des divers dispositifs mis en place pour juguler le chômage des diplômés, dont le nombre va croissant, et en dépit aussi des efforts déployés consistant en la création annuelle de 156 000 emplois, l'espoir reste mince de voir se résorber l'excédent des nouveaux diplômés qui arrive sur le marché du travail. Pourtant, le gouvernement ne désespère pas d'y parvenir et table sur une croissance économique plus forte pour favoriser l'intégration des diplômés chômeurs dont les revendications deviennent de plus en plus pressantes. Mais les obstacles que les jeunes diplômés rencontrent sur le marché de l'emploi sont presque les mêmes que ceux auxquels sont confrontés leurs pairs algériens et tunisiens : outre la rareté des emplois, il y a aussi le problème de :

« l'inadéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail, en raison d'un système éducatif inadapté. Par ailleurs, la plupart de ces jeunes diplômés envisagent difficilement leur avenir en dehors de la Fonction publique. Dans ce contexte, les autorités marocaines ont engagé une réforme ambitieuse de l'enseignement supérieur pour aligner les filières de formation proposées sur les besoins du secteur privé<sup>11</sup> » .

**Taleau 4 : structure du chômage en milieu urbain (1992-2001)**

Indicateurs \ Année	1992	1993	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Population au chômage (en milliers)	650	681	871	845	969	1 162	1 146	1 059
Taux de chômage (en %)	16	19,9	18,1	16,9	19,1	22	21,5	21,5

---

<sup>11</sup> *Perspectives économiques en Afrique* (2012), document élaboré par BAfD, OCDE, PNUD, CEA (Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Programme de développement des Nations unies, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique).

% chômeurs de longue durée (+ un an)		65,5	67,6	69,6	75,7	74	75,6	74,1	74,5
% chômage primo-insertion		52,2	51,5	55,1	56,9	56,6	54,2	54,5	53,3
Structure par niveau de diplôme de la population au chômage (en %)	Sans diplôme	39,2	37,6	35,6	30,7	32	35,2	30,2	29,4
	Niveau moyen	45,6	44,6	44	45,3	44,6	43,5	45,9	46,4
	Niveau Supérieur*	15,2	17,8	20,4	23,9	23,3	21,3	23,8	24,7
Taux de chômage par niveau de diplôme	Sans diplôme	11	10,7	11,6	9,8	11,9	15,2	13,1	11,8
	Niveau moyen	25,5	24,6	27,2	25,3	27,4	30,3	30,3	27,1
	Niveau Supérieur*	16,8	18,7	24,3	24,3	26	27,2	28,4	26,3

Source : Direction de la statistique (1992-2001) cité par Mohammed Bougroum et Aomar Ibourek, « Le chômage des diplômés au Maroc : quelques réflexions sur les dispositifs d'aide à l'insertion » (2002, p.86).

- Y compris les bacheliers

Le tableau 4 est « parlant » et souligne plusieurs choses : 1. L'importance du chômage qui affecte deux actifs sur dix. 2 Les non-diplômés y apparaissent relativement moins touchés par le chômage que les diplômés, puisque les premiers représentaient en 2001 plus de la moitié de la population active et seulement 29,4 % de la population désœuvrée. 3. Au contraire, la part prise des diplômés du supérieur dans le total de la population au chômage a tendance à s'accroître, puisqu'elle est passé de 15,2 % en 1992 à 24,7 % en 2001. 4. Le chômage de longue durée et le chômage de primo-insertion tendent également à prendre de plus en plus de place dans la structure de la population des chômeurs. Autrement dit :

« Le marché du travail marocain se caractérise par une forte pression de l'offre et un déplacement des déséquilibres vers le milieu urbain. Dans ce dernier, la structure du

chômage fait ressortir une forte vulnérabilité des jeunes et un poids considérable du chômage de primo-insertion » (Bougroum, Ibourk, 2002<sup>b</sup>, p.87).

Parmi ces catégories de chômeurs instables et vulnérables, il faut revenir à ces « [...] jeunes diplômés, et plus particulièrement [aux] lauréats des filières généralistes des facultés (lettres, droit-économie et sciences) [qui] en sont les cibles naturelles. La forte demande sociale d'éducation conduit à une extension continue de l'enseignement supérieur public, alors que l'emploi public, filière traditionnelle d'insertion des diplômés, est en phase de décroissance sous l'effet de la politique d'ajustement structurel » ( Cf. Tableau 5, ci-infra)

**Tableau 5 : effectifs des diplômés et volume d'emplois dans le secteur public**

Année	1974	1977	1978	1979	1982	1983	1986	1993	1994	1998
Diplômés de l'enseignement supérieur public (bacheliers non compris)	1904	4017	4925	6863	6186	6836	11128	24561	24347	26546
Emplois créés dans le secteur public	14587	33274	29531	40120	45269	10000	10000	10000	15000	12000

**Exemple de lecture** : en 1982, 45 269 emplois ont été créés dans le secteur public contre seulement 12 000 en 1998. En même temps, pour les mêmes années, le nombre de lauréats de l'enseignement supérieur public est respectivement de 6 186 et 26 546.

**Source** : ministère de l'Enseignement supérieur et Direction de la Statistique (cité par BOUGROUN et IBOURKA, 2002, p.87)

Le chômage des diplômés a pris une telle ampleur ces dix dernières années au Maroc que les autorités du royaume n'ont pas manqué de réagir en essayant d'« intensifier leur action en matière de politique de l'emploi. » (Bougroum, Ibourk, Trachen, 2002, p.58) Enfin, pour les trois pays – à savoir l'Algérie, le Maroc et la Tunisie – le taux de chômeurs diplômés est bien plus important que pour les non-diplômés, ce qui pose de graves problèmes tant politiques qu'« éthiques » aux gouvernements locaux qui ont consenti d'énormes sacrifices financiers pour l'éducation de masse et qui se trouvent au bout du compte incapables d'assurer des débouchés aux diplômés sortant des diverses filières. À titre de comparaison, le taux de chômage des diplômés s'élève à

19,8 % pour l'Algérie, 20 % pour le Maroc et 21,6 % pour la Tunisie, alors que pour les non diplômés ce taux n'atteindrait dans les trois pays que 5 % !

En Tunisie, dont nous allons aborder bientôt les rivages, le taux de chômage serait tombé à 17,6 % en septembre 2012 contre 18,9 % durant l'année 2011 et 14 % en 2010. Quant aux diplômés dont il est question, ils formeraient le tiers de quelque 750 000 demandeurs d'emploi dans le pays.

## **Tunisie**

Comme l'Algérie et le Maroc, la Tunisie se trouve également en butte à la contestation de ses diplômés chômeurs qui multiplient depuis quelques années des *sit-in* et des manifestations pour exprimer leur « ras-le-bol » et pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur sort. Les diplômés – contraints à l'oisiveté forcée – constituent l'un des pôles principaux de contestation en Tunisie avant et après la chute de Ben Ali. Fait significatif : l'existence dans les trois pays de collectifs et d'amicales de diplômés chômeurs qui luttent sur le terrain social et politique pour arracher aux gouvernement locaux le droit au travail, à la liberté de s'organiser et de manifester son mécontentement contre les politiques d'exclusion et de discrimination sociales et « sexistes ». En Tunisie, a été fondé l'Union des diplômés chômeurs (UDC) qui entend représenter et défendre les droits lésés de ses membres. C'est sous son égide qu'ont été organisées toutes les manifestations de rue contre le chômage. Ainsi, en septembre 2012, des centaines de manifestants parmi lesquels de nombreuses femmes en tête des cortèges, parcourent les rues de Tunis au cri de : « Travail, liberté, dignité ! » et « Où sont tes promesses, gouvernement menteur », « Ni peur, ni terreur, la rue appartient au peuple », « Le peuple veut la chute du gouvernement ». Cette manifestation fut organisée justement à l'appel de l'Union des diplômés chômeurs (UDC), et réclamait la chute du gouvernement dirigé par les islamistes du parti Annahda<sup>12</sup>.

Face à ces contestations, le gouvernement avait lancé un programme d'action destiné à créer 25 000 emplois dans la Fonction publique, et autant dans le secteur privé.

---

<sup>12</sup>« Tunisie : manifestation sans incident des diplômés chômeurs dans Tunis », <http://www.slateafrique.com/95383/tunisie-manifestation-sans-incident-des-diplomes-chomeurs-dans-tunis>

Les « raisons de la colère<sup>13</sup> » de ces contestataires sont récurrentes et tenaient justement au chômage qui frappait et qui frappe encore cette frange de la population diplômée qui végète cependant à la lisière des activités économiques de la nation tunisienne.

« Désœuvrés, habités par un sentiment d'injustice et de frustration, les diplômés-chômeurs voient le monde bouger pendant qu'eux sont ramenés à leur douloureuse inutilité sociale. À Sidi Bouzid, où son suicide le 17 décembre a donné le coup d'envoi de la contestation tunisienne, Mohamed Bouazizi est devenu le symbole de la désespérance maghrébine. » (Slimani, 2011).

### **Les plaies du « grand Maghreb » en général et de la Tunisie en particulier**

Le chômage en général et celui des diplômés en particulier constituent, avec la corruption tentaculaire, les grandes plaies du Maghreb « des peuples ». En Tunisie, en l'occurrence :

« la situation économique désespérée des jeunes diplômés, dont le chômage n'a cessé de s'aggraver, passant de moins de 4 % dans la première moitié des années 1990 à environ 23 % en 2010, a été le déclencheur du renversement du gouvernement de Zine el-Abidine Ben Ali en janvier 2011. Face à l'incertitude politique et aux craintes concernant la sécurité, le tourisme, l'un des piliers de l'économie, a brusquement chuté. Facteur de rétablissement de la confiance des investisseurs et des touristes, le maintien de la stabilité politique fait partie des conditions nécessaires à une croissance durable. Mais la crise financière tenace en Europe et la lenteur de la reconstruction de l'économie libyenne pourraient compromettre le redressement de la Tunisie. » (BAfD, OCDE, PNUD, CEA, 2012, p.4)

Comme l'a si justement écrit Habib Touhami,

« Le chômage des diplômés du supérieur constitue sans aucun doute la problématique la plus cruelle à résoudre et la plus significative de l'impasse dans laquelle la Tunisie s'est engagée depuis quelques décennies. Certes, tout a été dit ou presque sur les causes du problème : dégâts collatéraux de la massification, inadéquation de l'enseignement et de la formation par rapport aux besoins de l'économie, effets de la

---

<sup>13</sup> « Tunisie : les raisons de la colère » est le titre d'un article consacré par Leila Slimani en janvier 2011 à ces mouvements contestataires.cf. <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2610p017-021.xml3/algerie-media-maroc-santetunisie-les-raisons-de-la-colere.html>



pyramide des âges ou bien encore incapacité de l'économie tunisienne telle qu'elle est à résorber le stock actuel des chômeurs diplômés et à donner du travail à un flot continu de plus de 70 000 diplômés nouveaux par an dont les  $\frac{3}{4}$  au moins se déversent sur le marché de l'emploi. <sup>14</sup>»

Le tableau 6 montre chronologiquement l'accroissement continu du taux du chômage parmi les diplômés du supérieur, accroissement consécutif à l'insuffisance cruelle d'offres d'emplois. Alors que le taux global de chômage est passé de 12,9 % en 2005 à 18,3 % en 2011, celui du niveau supérieur est passé durant le même intervalle de temps de 14 à 29,2 %.

« Parallèlement, le taux de chômage du niveau primaire a baissé passant de 14,3 % en 2005 à 12,4 % en 2011, ce qui laisse entendre que le risque "chômage" augmente avec l'élévation du niveau d'instruction et non le contraire, constat dramatique pour un pays mieux doté naturellement en richesses humaines". » (Touhami 2010)

**Tableau 6 : Évolution du taux de chômage par niveau d'instruction**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Analphabète	6,3	6,4	4,4	4,2	6,1	5,7	8,0
Primaire	14,3	13,0	11,5	10,6	10,4	9,2	12,4
Secondaire	13,3	12,5	13,5	13,4	14,0	13,7	20,6
Supérieur	14,0	16,9	18,2	20,0	21,9	22,9	29,2
Total	12,9	12,5	12,4	12,4	13,3	13,0	18,3

Source : Enquête nationale sur l'Emploi (2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011), INS

De ce qui précède peut-on conclure que la situation des diplômés tunisiens est plus alarmante que celle de leurs semblables algériens et marocains ? Rien n'est moins sûr. Quoi qu'il en soit, pour Touhami, le constat qu'il dresse de la Tunisie se veut de manière absolue fort alarmant, car, écrit-il :

« [...] Pour un pays mieux doté naturellement en force de travail qu'en capital, le niveau du gaspillage du capital humain atteint est devenu difficilement acceptable. Des flots de diplômés de plus en plus nombreux sortent chaque année des diverses institutions d'éducation et de formation sans métier véritable, sans formation réelle et sans beaucoup d'espoir de trouver un emploi. »

---

<sup>14</sup> Touhami H. "Disparités sociales et régionales et chômage des diplômés du supérieur »

Nous pensons que le même constant s'applique aux deux autres pays, qui n'ont rien à envier en matière de gaspillage du capital humain et des ressources naturelles à la Tunisie.

**Tableau7 :- Répartition des chômeurs par niveau d'instruction dans les trois pays du Maghreb**

Pays	Algérie 1998	Maroc 2001	Tunisie 2001
Sans diplômés	19,5	34,58	9,5
Niveau moyen	75,2	54,97	83,4
Niveau supérieur	5,03	10,45	7,1
Ensemble	100	100	100

Source : Barbier, 2006, p.35

La répartition des chômeurs par niveau d'instruction fait apparaître que l'Algérie et la Tunisie sont dans des situations comparables avec un chômage des diplômés de niveau supérieur assez proches (même si les données algériennes sont de trois ans antérieures).

« Dans cette comparaison, le Maroc occupe une position singulière avec la part des sans diplômés et la part des diplômés du supérieur dans le chômage qui sont les plus élevés des trois pays : un tiers des chômeurs est sans diplômés et un dixième est diplômé du supérieur. Cette double caractéristique résulte d'une part du niveau d'instruction générale de la population qui est le plus faible des trois pays et qui explique donc la proportion des sans diplômés dans le chômage, et d'autre part, de l'*inadéquation* entre la formation des diplômés du supérieur, leurs attentes et les possibilités existantes sur le marché du travail pour cette catégorie de la population active » (Barbier, 2006, p.35).

Les facteurs qui ont provoqué l'accroissement du nombre de diplômés au chômage sont nombreux, nous en signalerons quatre principales : 1. la poussée démographique juvénile ; 2. La dichotomie constatée entre les produits des systèmes éducatifs nationaux et les attentes réelles du monde économique ; 3. La rareté d'emplois décents dans les pays concernés et 4. enfin, la crise mondiale...

## Conclusion

La conclusion sur laquelle s'accordent la plupart des experts en ce concerne les causes du chômage croissant des diplômés au Maghreb tient pour l'essentiel à l'inadéquation formation/emploi. Ce qui veut dire que le système éducatif, à travers tout le Maghreb, « [...] n'a pas produit de personnes ayant les compétences et la formation exigées par le marché de l'emploi, tant au plan individuel qu'au plan collectif, ceci correspond à de faibles rendements de l'éducation et à des coûts d'opportunités qui se traduisent par un capital humain peu développé. Le système éducatif ne semble pas s'être départi de son rôle historique qui est de préparer les citoyens à exercer des emplois dans le secteur public, qui était le principal employeur de la région avant les politiques d'ajustement structurel. Dans l'ensemble des trois pays, il existe un excédent d'étudiants de l'université qui se spécialisent dans les "matières non techniques" et un déficit d'ingénieurs, de scientifiques et de techniciens, qui sont les éléments moteurs de la croissance économique dans d'autres régions. En 2003, 55 % des étudiants algériens, 49 % des Tunisiens et 75 des Marocains étaient inscrits dans des cours de sciences sociales, d'éducation et de sciences humaines, tandis que seulement 18 % des étudiants algériens et marocains et 31 % des étudiants tunisiens poursuivaient des programmes d'études dans des filières scientifiques, techniques et d'ingénierie<sup>15</sup>. »

En Algérie, comme dans les deux pays voisins, l'idée qui se dégage à l'issue des discussions avec les jeunes diplômés chômeurs, est celle de l'inanité de leurs diplômes, idée qu'ils formulent partout de manière quasi synchronique en termes de déboires, de ressentiments et de dégoût. Ils se demandent à quoi servent les études et les diplômes quand ils ne procurent pas à leur détenteur l'emploi rémunérateur rêvé et le prestige attendu ? Le fait de constater que leurs diplômes ne leur donnent aucune chance de s'insérer économiquement et socialement dans la société, leur procure ces pénibles sentiments d'être eux-mêmes aussi superflus et aussi inutiles que le sont les études effectuées et les diplômes obtenus. C'est ce double sentiment – inanité du diplôme et inanité de son détenteur – qui constitue l'une des causes essentielles des dépressions, des suicides et des tentatives de suicide observés parmi cette frange de jeunes maghrébins diplômés, mais exclus cependant de manière paradoxale du marché de l'emploi local.

---

<sup>15</sup> « Comment lutter contre le chômage des jeunes au Maghreb ? » AfDB-BAfD2011 [www.afdb.org](http://www.afdb.org)

L'une des manifestations les plus éclatantes de ce sentiment d'inutilité s'illustre à travers le geste consistant à brûler sur la place publique son diplôme comme pour signifier que l'on a fait désormais son deuil de l'emploi. Ainsi, le 20 février 2013, des étudiants diplômés sortis de l'université et des écoles supérieures ont-ils mis le feu à leurs diplômes devant l'Agence nationale de l'emploi de la ville de Laghouat, ville située à 400 km au sud d'Alger. Ce geste était une manière de témoigner du caractère superfétatoire de leurs attestations de diplômes. Dans une vidéo diffusée sur le Web, l'un des diplômés en quête d'un emploi impossible déclare :

« Ce diplôme de l'université, nous avons décidé de le brûler, pour ne plus être tourmenté par cette recherche d'emploi ».

Parmi ces protestataires ayant transformé leurs diplômes en cendres devant la foule éberluée, figuraient des ingénieurs, des biologistes et des « docteurs », tous condamnés à une oisiveté forcée.

« Lorsque l'on vient, raconte l'un d'eux, on nous dit qu'il n'y a pas de travail, même si nous avons des diplômes ou de l'expérience, il n'y a pas de travail<sup>16</sup> ».

Dans les trois pays du Maghreb, les jeunes diplômés alertent les pouvoirs publics de leur situation de « chômeurs » par des manifestations quasi récurrentes, avec banderoles hautement déployées en tête des cortèges ; en Algérie, ce type de manifestations concerne aussi bien les jeunes diplômés que ceux qui ne le sont pas ; mêlés et confondus dans les mêmes cortèges, ils organisent à intervalles réguliers, dans toutes les *wilayas* du pays, des *sit-in* devant les sièges des chefs-lieux et les Agences nationales d'emploi pour réclamer travail et logement. Ces deux revendications sont les deux exigences les plus pressantes de la jeunesse qui lance aux gouvernements locaux de grands défis. Si certaines manifestations revendicatives se passent dans le calme et la dignité, d'autres dégénèrent en revanche en affrontements avec les forces de l'ordre, puis en émeutes violentes, comme celles qui se sont produites à plusieurs reprises à la cité « lépreuse » de Diar Echams dans la banlieue d'Alger<sup>17</sup>.

---

<sup>16</sup> <http://www.1001infos.net/algerie/algerie-des-chomeurs-brulent-leurs-diplomes-devant-lanem-a-laghouat.html>

<sup>17</sup> En octobre 2009, de violentes émeutes se sont produites à Diars Echams (les maisons du Soleil), quartier populaire situé à Alger, et plus exactement à El Madania (ex-Clos de Salembier) ; elles avaient pour cause les conditions plus que précaires dans lesquelles sont logés les 1 400 habitants. Ces Diars Echams n'ont que le nom de Soleil, puisque ces habitations s'élèvent sur une cité de recasement dont l'origine remonte aux temps obscurs de la colonisation : les années cinquante...

## REFEREBCES BIBLIOGRPHIQUE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ( BAFD) (2011) « Comment lutter contre le chômage des jeunes au Maghreb ? » in AfDB-BAfD2011 [www.afdb.org](http://www.afdb.org)

BANQUE Mondiale. Table Ronde Maghreb Tunis. 24 et 25 mai 2015

BARBIER J.-P., (2006),Intermédiation sur le marché du travail dans les pays du Maghreb. Etude comparative entre l Algérie, le Maroc et la Tunisie, Bit, Genève.

BENNANI-CHRAÏBI M., 1994, *Soumis et rebelles : les jeunes au Maroc*, Casablanca, Éd. Le Fennec.

BENSEDRINE S. & É. GOBE (2004), *Les Ingénieurs tunisiens : dynamiques récentes d'un groupe professionnel*, Paris, Éditions L'Harmattan.

BENSEDRINE S. & V. GEISSER (2001), *Le Retour des diplômés. Enquête sur les étudiants tunisiens formés à l'étranger : Europe, Amérique et Monde arabe*, Tunis, Centre de publication universitaire.

BOUGROUN M., IBOURK A., « Le chômage des diplômés au Maroc : quelques réflexions sur les dispositifs d'aide à l'insertion » In 2002 - N° 79 *FORMATION EMPLOI*

---

BOUGROUN M., IBOURK A., TRACHEN A. (2002a), « Le chômage des diplômés au Maroc : trajectoires professionnelles et déterminants individuels », *Revue Région et Développement*, n° 15.

BOUGROUN M., IBOURK A., 2002, « Le chômage des diplômés au Maroc : quelques réflexions sur les dispositifs d'aide à l'insertion », *Revue Formation Emploi*, n° 79, juillet-septembre.

CHENNTOUF T. « *La sociologie au Maghreb: Cinquante ans Après* » *in* Revue Africaine de Sociologie, 10, (1), 2006, pp. 1-3

*El Watan*, 8 décembre 2012.

EMPERADOR B. M., 2007, « Diplômés chômeurs au Maroc : dynamiques de pérennisation d'une action collective plurielle », *L'Année du Maghreb* [En ligne], III | 2007, mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 21 décembre 2015. URL : <http://anneemaghreb.revues.org/376> ; DOI : 10.4000/anneeMaghreb.376

GAILLARD J. & J.-B. MEYER (1996), « Le brain drain revisité : de l'exode au réseau », dans GAILLARD J. (dir.), *Coopérations scientifiques internationales*, Paris, Orstom Éditions.

**GEISSER V.** (dir.) (2000), Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs, Paris, CNRS Editions

GÉRARD É & L. PROTEAU (dir.) (2008), *Mobilités étudiantes Sud-Nord. Trajectoires scolaires de Marocains en France et insertion professionnelle au Maroc*, Paris, Éditions Publisud.

GOBE É. (dir.), 2004, *L'Ingénieur moderne au Maghreb (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Éditions Maisonneuve et Larose/Institut de recherche sur le Maghreb contemporain.

GOBE E., MARRY C., et CHAMOZZI F. (2013), « Mobilités internationales et attaches familiales des diplômés maghrébins de grandes écoles » <http://sociologies.revues.org/4422>

GRELON A. (2004), « Les ingénieurs au Maghreb : un bilan d'avenir » dans GOBE É. (dir.), *L'Ingénieur moderne au Maghreb (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Éditions Maisonneuve et Larose/Institut de recherche sur le Maghreb contemporain.

GUERID D., « L'anthropologue Annamaria Rivera . Le temps des torches humaines » *in El Watan*, 8 décembre 2012

GUERID D., « Le temps des torches humaines » *in Reporters*, n°16, 20 novembre 2012 ;

IBAAQUIL L., 1999, « Les diplômés marocains de l'enseignement supérieur : une mobilité sociale en panne ? », in GEISSER V. (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs*, Paris, CNRS Éditions.

JARAMILLO. A., et MELONIO T., (Dir.) ((2011), Enseignement supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : *Atteindre la viabilité financière tout en visant l'excellence*

KARVAR A. (2004), « La trajectoire des Polytechniciens dans l'espace franco-maghrébin : des indépendances à l'instauration du nouvel ordre économique », *Cahiers du Gdr Cadres*, n° 8.

MARRY C. (2004), *Une Révolution respectueuse : les femmes ingénieurs*, Paris, Éditions Belin.

MELLAKH K., 1999, « L'expansion scolaire et universitaire au Maroc : aspects et enjeux », in GEISSER V. (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs*, Paris, Éd. du CNRS.

MÉRIGNAC O. (2009), « Les femmes dans le processus d'expatriation », *Travail, genre et sociétés*, vol. 1, n° 21, pp. 131-151.

PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN AFRIQUE (2012), document élaboré par BAfD, OCDE, PNUD, CEA (Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques. [www.africaneconomicoutlook.org/fr](http://www.africaneconomicoutlook.org/fr)

RIVERA A.,(2012), *Il fuoco della rivolta. Torce umane dal Maghreb all'Europa*, Bari, Dedalo éditions. La version française a été publiée, à Tunis en janvier 2013, aux éditions workshop19 sous l'intitulé de *Le feu de la révolte. Torches humaines autour de la Méditerranée*.

SLIMANI L., « Tunisie : les raisons de la colère » est le titre d'un article publié en janvier 2011

in. <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2610p017021.xml3/algerie-media-maroc-santetunisie-les-raisons-de-la-colere.html>

TOUHAMI H., (2010) : Disparités sociales et régionales et chômage des diplômés du supérieur (<http://www.leaders.com.tn/article/emploi-et-employabilite-des-diplomes-du-superieur-en-tunisie?id=1581>)

TOUHAMI H(2010), « Le chômage des diplômés du supérieur Constat, origines, perspectives » in [http://www.leaders.com.tn/uploads/FCK\\_files/file/diplomes.pdf](http://www.leaders.com.tn/uploads/FCK_files/file/diplomes.pdf)

VERMEREN P. (2002), *La Formation des élites marocaines et tunisiennes. Des nationalistes aux islamistes, 1920-2000*, Paris, Éditions La Découverte.

WAGNER A.-C. (2005), « Les élites managériales de la mondialisation : angles d'approches et catégories d'analyse », *Entreprises et histoire*, n° 41, pp. 15-23.